et à d'autres institutions financières, ainsi qu'à des fonds octroyés par des institutions financières internationales.

Ces recommandations ont été faites au Conseil de sécurité qui a signalé dans sa résolution 1457 (2003) que le Groupe d'experts devait faire une étude de suivi dans le but de vérifier, de mettre en évidence ou de biffer les noms mentionnés dans le rapport. Par conséquent, l'imposition d'emblée de sanctions par le Canada serait prématurée avant que cette étude de suivi ne soit terminée.

Par ailleurs, étant donné que le Conseil de sécurité des Nations Unies est saisi de la situation en RDC, y compris du processus de paix, et qu'il évalue les divers outils de promotion de la paix, comme les casques bleus, et la possibilité d'imposer des sanctions ciblées à certains individus ou à certaines entreprises cités dans le rapport du Groupe d'experts, le Canada ne devrait pas anticiper sur la décision du Conseil de sécurité en ce qui concerne les outils appropriés et le moment de les utiliser pour apporter une solution pacifique. Par conséquent, étant donné la situation, le Canada devrait s'en remettre au Conseil de sécurité et attendre sa décision au sujet de l'imposition de sanctions plutôt que d'agir unilatéralement.

Recommandation 5.2

Le Sous-comité exhorte le gouvernement à envisager sérieusement de fournir un important contingent de soldats et de policiers à la nouvelle force de sécurité des Nations Unies en République démocratique du Congo. Le savoir-faire du Canada en maintien de la paix et en reconstruction d'après-guerre, ainsi que sa bonne réputation dans la région, lui permettraient de contribuer de façon significative à la résolution de la crise. Le Sous-comité est conscient que cela pourrait avoir des conséquences au niveau de la participation du Canada à d'autres efforts multilatéraux, mais il estime que l'urgence et l'ampleur de cette crise humanitaire doit en faire l'une des priorités du gouvernement.

Le gouvernement n'envisage pas pour l'instant de contribution militaire supplémentaire importante à la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC). Cependant, le gouvernement examine la possibilité d'une contribution non militaire.

Le Canada fournit sept officiers d'état-major à la MONUC et a fourni tout récemment un soutien tactique de transport aérien (deux avions de type C-130) à la Force multilatérale intérimaire d'urgence à Bunia, chargée de mettre un terme aux combats incessants dans la province d'Ituri.

Le Canada déploie environ 4 500 soldats dans le cadre des opérations internationales menées dans diverses régions du globe, ce qui représente environ 25 p. 100 de la capacité de combat des Forces canadiennes; il s'agit d'un des niveaux de déploiement les plus élevés parmi les alliés de l'OTAN.